

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 4 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES ROSSETTO

RTE DE LA SERRA – Chounaz
BP 44
74 490 Saint-Jeoire

Référence : 20250722-RAP-InspCarRossettoStJeoire-vs

Code AIOT : 0006101904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 de la carrière de roches massives de la société Les Carrières Rossetto implanté Quevets Nord, route de la Serra 74 490 Saint-Jeoire. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE ROSSETTO
- La Chounaz Les Fauges route de la Serra 74490 Saint-Jeoire
- Code AIOT : 0006108094
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire par arrêté préfectoral (AP) du 3 février 2009 modifié pour une durée de 20 ans et 2 ans de remise en état.

Le gisement a été estimé à 5 000 000 tonnes à la date de l'arrêté préfectoral. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an en moyenne et 300 000 tonnes/an au maximum. Le remblayage est autorisé pour la remise en état du site à partir de la dernière phase d'extraction soit de 2024 à 2029. A partir de 2029 jusqu'en 2031, seul le remblayage par apport de déchets inertes extérieurs nécessaire à la remise en état est autorisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 03/02/2009, article R. 181-46	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.4 et 7.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 7.7 et 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis et explicités dans la partie « contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à ne pas proposer de suites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des conditions de remise en état
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><u>Article L. 181-14</u></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p><u>Article R. 181-45</u></p> <p>Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1.</p> <p>Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.</p> <p>Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.</p> <p>Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.</p> <p>(...)</p> <p><u>Article R. 181-46</u></p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de

l'environnement ;

3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

(...)

Constats

A la suite de l'instruction des éléments transmis par l'exploitant, des visites réalisées en 2023 sur le site et des données du dossier d'autorisation, les prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant l'acceptation des déchets inertes extérieur pour la remise en état du site ne paraissent pas suffisantes pour assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, et conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un porter à connaissance en octobre 2024.

Dans ce porter à connaissance, l'exploitant propose de remblayer de la cote 608 m NGF jusqu'aux cotes 636 (pied de massif) à 628 m NGF.

Initialement, les cotes maximales de remblaiement étaient de 616 m NGF (carreau 1) et 624 m NGF (carreau 2). Un merlon en aval des carreaux 1 et 2 devait être créé. Cette remise en état permettait de limiter les impacts paysagers et de créer un piège à cailloux.

L'exploitant n'a pas apporté les éléments qui justifient cet apport supplémentaire de déchets inertes : part de déchets suisses, impacts du trafic (part du double fret), typologie des déchets admis, quantité moyenne annuelle et maximale, impact de la suppression du piège à cailloux, etc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Au vu des éléments ci-dessus, l'exploitant complètera son porter à connaissance en intégrant les éléments suivants :

- la justification de ne pas laisser les carreaux à l'altitude initialement prévue et le besoin de remblayer jusqu'aux altitudes 636 et 628 m NGF ;
- l'impact de la suppression du piège à cailloux ;
- la justification que les cotes maximales atteintes restent « en dent creuse » par rapport au merlon paysager prévu d'un point de vue paysager ;
- l'origine des déchets, la part des déchets suisses, le double fret, le volume annuel des déchets admis, etc. ;
- l'absence de modification de la frange rocheuse ;
- et tout élément justifiant l'absence d'impact.

Par ailleurs, l'inspection relève également qu'il reste moins de 4 ans d'extraction (février 2029). Aussi, du fait de la sécurisation du massif et de leurs impacts éventuels sur le rythme d'exploitation, l'exploitation justifiera du gisement restant et sa capacité à atteindre la cote finale de 608 m NGF sans dépasser la quantité maximale autorisée par son arrêté préfectoral d'exploitation.

Il transmettra ce porter à connaissance modifié sous 4 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Extraction de matériaux
Prescription contrôlée La production moyenne autorisée est de : 150 000 t/an La production max autorisée est de : 300 000 t/an
Constats L'exploitant a justifié les quantités extraites en 2024. La production maximale autorisée n'a pas été dépassée. Aucun remblai n'a été accepté en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts
Prescription contrôlée Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats Après analyse des éléments des études géotechniques et de l'inspection du 27 avril 2023, l'inspection des installations classées maintenait une zone de sécurité d'une base d'environ 75 m de largeur au droit du front F2 en pied de talus du front principal. Cette zone ne pouvait être levée qu'avec l'aval du bureau géotechnique. L'exploitant a transmis par mail le plan de tir pour purger la masse instable au niveau de F2. Ce plan de tir a été validé par le bureau géotechnique ARIAS Montagne. Le tir de purge au niveau de F2 a été validé par d'ARIAS Montagne ainsi que la procédure d'exploitation au BRH avec abaissement coordonné du stock de stériles. Dans cet avis, afin de lever la zone d'exclusion, le bureau géotechnique devait repasser une fois la purge totale de la masse F2 achevée. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas le rapport d'Arias précisant la levée de la zone d'exclusion. Le 24/07/2025, l'exploitant nous a transmis par mail l'aval du bureau géotechnique pour lever la zone d'exclusion au droit de F2. L'inspection, conformément aux recommandations du bureau géotechnique Arias dans son courrier en date du 24/07/2025, acte que le périmètre de sécurité au droit du front F2 peut-être levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 7.4 et 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescriptions contrôlées <u>Article 7.4 Epaisseur d'extraction</u> L'extraction est limitée entre les cotes 800 et 608 NGF <u>Article 7.5 – Conduite de l'exploitation</u> (...) L'abattage de roche se fait par passes successives de 7 à 8 mètres de hauteur. Le dernier redan de 3 mètres est gratté à la pelle hydraulique puis sculpté au brise-roche dans la continuité du fruit et du faciès de la roche en évitant toute ligne géométrique. A partir de la cote 696, une partie du gisement est laissé en place de façon à masquer les fronts d'exploitation. Dès qu'un espace suffisant est dégagé, l'exploitation est orientée perpendiculairement à la RD 907. Les fronts présentent une pente de 63° environ.
Constats Le jour de l'inspection, l'exploitation est en phase 4. Les altitudes sont situées entre 648 et 616 m NGF pour le carreau 1 et 640 et 624 m NGF pour le carreau 2. Actuellement, l'exploitant exploite au niveau du carreau 1, le carreau 2 servant en parti pour le stockage de stérile. Nous ne constatons pas d'incohérence avec les cotes du plan d'exploitation de 2024 et les cotes prévisionnelles. Le certificat d'Acquisition est au nom de l'exploitant. Nous avons regardé le tir du 21 mai. Nous n'avons pas constaté d'incohérence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 7.7 et 8.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans et remise en état
Prescriptions contrôlées <u>7.7 – Plans</u> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <u>8.2 - Remblaiement</u> Le remblaiement de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. A ce titre, les matériaux de remblaiement autorisés sont des matériaux naturels terreux ou graveleux strictement inertes issus des chantiers de terrassement, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Des matériaux inertes provenant de déconstruction peuvent être utilisés pour la confection des pistes de roulage

des engins et des véhicules. Tout autre apport de matériaux de construction, de démolition, de déchets verts, de matériaux de remblais d'origine anthropique et tous les matériaux susceptibles d'être contaminés est interdit.

Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit. Les matériaux sont bennés sur une plate-forme pour permettre un examen visuel et un tri des éventuels éléments indésirables, puis poussés par un boueur par couches successives qui sont compactées individuellement pour obtenir la meilleure tenue possible des terrains remblayés. Une benne de récupération des refus est mise en place.

Les apports extérieurs sont systématiquement accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. Ce document est visé par l'exploitant lors de la réception des matériaux et il en conserve une copie.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés tous les apports extérieurs de matériaux en précisant la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et conservé pendant un délai minimum de 10 ans après la fin de l'exploitation de la carrière.

Constats

L'exploitant nous a transmis par courrier du 21/02/2025 le plan d'exploitation pour l'année 2023.

L'ensemble des items demandés sont présents sur le plan.

L'exploitant n'a pas admis de déchets inertes extérieurs sur son site en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite